

LE TRAVAIL

VÉRITABLE ORGANE DES INTÉRÊTS POPULAIRES.

DIEU ET L'HUMANITÉ.

Le travail est le développement normal de la vie des nations et des individus.

Le travail c'est la manifestation de la vie.

DROITS ET DEVOIRS.

	PARIS.	DÉPARTEMENT.	ÉTRANGER.
Trois mois . . .	2 f.	3 f.	5 f.
Six mois . . .	4	6	10
Un an . . .	8	12	20

VIVE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE !

(Le peuple à l'Hôtel-de-Ville, 24 février 1848.)

S'adresser franco, aux Bureaux, rue du Faubourg-Saint-Denis, 56.

SOMMAIRE : PHILIPPIQUES. — Aux Ouvriers des corporations. — A tout le monde. — RÉCLAME DES TRAVAILLEURS. — Calomnie du Constitutionnel. — Réponse des Ateliers nationaux. — Réclamation de l'Association fraternelle des Travailleurs. — Compte-rendu du Club de la Révolution, séance du 25 Mai 1848.

PHILIPPIQUES.

AUX OUVRIERS DES CORPORATIONS.

C'est contre vous, mes frères, prolétaires et ouvriers, que je lance ma première philippique.

Eh quoi ! plus de cent mille d'entre vous ont déserté l'urne électorale ; en vérité, c'est à ne pas y croire ! Les pavés de Paris, sont encore teints du sang que vous avez versé pour conquérir vos droits politiques, et lorsque, au lendemain de la victoire, vous êtes appelés pour la première fois à exercer ces droits, soldats indisciplinés, vous manquez à l'appel.

Le droit implique le devoir, sachez-le bien. Qui méconnaît le devoir n'est pas digne de jouir du droit. Ainsi donc, qu'à l'avenir nul de nous, prolétaires et ouvriers, ne manque au devoir de l'exercice de ses droits.

Classe souffrante, classe opprimée, laboureurs des campagnes, artisans des villes, prolétaires du travail et de la pensée, le droit politique incube le droit social. La République a mis dans nos mains l'instrument de notre rédemption : le vote universel ; c'est à nous d'employer utilement cet instrument, en choisissant pour représentants les hommes du progrès, et non les hommes rétrogrades, les hommes de l'avenir, et non les hommes du passé.

Ouvriers, mes amis, mes frères, écoutez un bon avis. Lorsque vous serez de nouveau convoqués autour de l'urne souveraine, réfléchissez, et consultez vos consciences avant de donner vos suffrages à qui que ce soit ; rappelez-vous que nous avons à fonder une société nouvelle, et que les intérêts de l'humanité sont en jeu. C'est pourquoi *Le Travail* vous invite à rechercher dès aujourd'hui quels sont les hommes qui peuvent aider l'humanité à se régénérer et à sortir des langes du passé. Songez bien que lorsque vous avez à envoyer des représentants au palais de la souveraineté du peuple, vous n'avez pas à vous préoccuper des questions spéciales à vos corporations, des intérêts de telle ou telle partie, mais de la Société à reconstituer dans son ensemble. Car telle est la mission de nos élus, appelés à faire triompher le principe trinitaire de la République : *Liberté, Égalité, Fraternité*. A bon entendeur, salut.

A TOUT LE MONDE.

Puisque je parle des élections, convenons que nous avons joué une drôle de comédie dans les quelques semaines qui les ont précédées : rôles travestis ; rien n'y a manqué. La bourgeoisie effrayée avait demandé, par toutes ses trompettes d'alarmes, que les élections fussent faites dans le délai le plus prochain ; de son côté, la démocratie prolétaire avait demandé au Gouvernement provisoire qu'elles fussent au contraire reculées le

plus possible. Cela se conçoit, les seconds voulaient faire de la propagande révolutionnaire et Républicaine que les premiers redoutaient à juste titre. Qu'en est-il résulté ? Tout-à-fait l'inverse de ce qu'on espérait. Pourquoi ? D'abord, parce que la main habile de l'ancien régime a manié la matière électorale ; d'abord, parce que Bazile a calomnié, calomnié, calomnié ; d'abord parce que le jésuitisme a manœuvré sur toute la France, comme un seul homme ; ensuite, parce que les républicains dits radicaux se sont séparés des républicains dits démocrates.

Assurément, si les élections avaient été faites sur les barricades encore fumantes du sang de nos frères, les républicains de la vieille roche, les socialistes avancés auraient été proclamés les élus de la nation. Assurément, nous n'aurions pas eu la douleur de voir sortir de l'urne électorale, la cocarde rouge au chapeau, des noms qui hurlent d'être qualifiés de républicains.

N'importe, les élections sont le fait de la souveraineté du peuple, c'est pourquoi nous devons les respecter, si mauvaises soient-elles ; car nous avons à faire triompher ce principe : Que le peuple seul est souverain, et que c'est sur le vote universel qu'est assise sa souveraineté.

Le temps des minorités oppressives est passé. Le règne de l'humanité commence, et c'est à la France, avant-garde du progrès, qu'est confiée la mission sainte d'inaugurer ce règne.

En vain les intérêts confédérés de l'égoïsme se réuniront-ils autour du drapeau de la société vermoulue qui s'écroule ; en vain s'appuieront-ils sur le droit de la force et du canon : vains efforts, lutte impuissante contre l'idée régénératrice de l'humanité ; les idées, plus fortes que le canon, les principes, plus puissants que les intérêts et les baïonnettes coalisés, emporteront les hommes dans leur marche progressive et régulière.

A eux le passé, à nous l'avenir.

SPÉCIALEMENT AUX TRAVAILLEURS.

Extrait du Constitutionnel du 26 mai.

La commission des travailleurs poursuit son enquête sur la situation des ateliers nationaux ; elle ne tardera pas sans doute à se convaincre, par les premiers renseignements qu'elle devra recueillir, que les plus graves abus se sont glissés dans leur organisation, et qu'il y a là un véritable gaspillage de nos finances. Si nous sommes bien informés, il est des chefs d'escouade ou brigadiers qui auraient trouvés, dans le maniement des deniers publics, à faire, sur les 3 f. ou 3 f. 50 de leur journée, des placements qui ne s'élèveraient pas à moins de 15 à 20,000 fr. Des mesures sont urgentes à l'effet de faire sortir de ces ateliers une grande partie des individus qui les composent. En effet, un grand nombre de fabricants réclament en vain des ouvriers spéciaux qu'ils ne peuvent arracher de ces ateliers, sans subir les plus dérisoires conditions d'élévation de salaire. Il est évident que des meneurs pèsent sur les volontés des travailleurs honnêtes de ces ateliers, et contrarient tous les projets conçus soit par les citoyens, soit

par le gouvernement, pour diminuer les inconvénients d'un pareil état de choses.

Voici quelques éléments d'une curieuse statistique des individus qui composent ces ateliers. Ils renferment 30 à 40,000 ouvriers étrangers au département de la Seine, 11 à 12,000 forçats libérés ou réfractaires, 12,000 environ cumulant les travaux de l'atelier national avec d'autres places, notamment avec la place de portier.

Voici la lettre que nous recevons en réponse de l'article ci-dessus :

Citoyen,

Les calomnies, dont les royalistes de toutes les nuances abreuvant journellement les Travailleurs des ateliers nationaux, ne m'inspirent habituellement que pitié et mépris ; mais, devant l'audacieuse attaque qui est sortie de l'officine de M. Véron, l'homme aux tableaux vivants, il m'est impossible de ne pas protester en mon nom et au nom de mes camarades.

Il appartient bien vraiment à cette noblesse de comptoir, enrichie par les faillites et les jeux de bourse, et engraisée dans l'immoralité, de jeter à la face d'honnêtes prolétaires l'accusation de vol et de fraude.

Des brigadiers, ose dire ce *Constitutionnel* abâtardi, ont spolié jusqu'à 20,000 francs, depuis deux mois 1/2 que fonctionnent les ateliers nationaux ; or, pour juger la valeur de cette assertion réactionnaire, sachez, Citoyen, qu'une brigade au grand complet n'est composée que de 56 travailleurs, dont un brigadier, 5 piqueurs et 50 ouvriers. La paie totale d'une brigade, toujours complète, n'a pu s'élever pendant les deux mois 1/2 qu'à 4,800 fr. environ. En effet, le brigadier a 3 fr., les piqueurs ont 2 fr., et les ouvriers un peu moins de 23 sous par jour.

Calculez et jugez.

Salut et fraternité,

F. MERCIER,

Brigadier de la 4^e brigade de la 2^e compagnie du 1^{er} service du 3^e arrondissement.

Ouvriers des ateliers nationaux, mes amis, je vous livre sans commentaires la lettre du citoyen Mercier : c'est à vous de juger. Si vous m'en croyez, cependant, vous voterez tous, ouvriers, portiers et forçats, puisque ainsi vous nommez le *Constitutionnel*, pour son noble patron, l'illustre Thiers de la rue Transnonain et des lois de septembre. Dam ! vous lui devez bien ça.

RÉCLAMATION DE L'ASSOCIATION FRATERNELLE DES TAILLEURS.

Paris, le 24 mai 1848.

Ami,

Vous savez à combien d'accusations absurdes et injustes l'association des travailleurs a été en butte ; vous savez de combien de calomnies elle a été l'objet.

Nous répondons à ces accusations, à ces calomnies par des faits.

Tous les hommes de bonne foi reconnaîtront, à la lecture du résumé de notre inventaire, arrêté le 21 de ce mois, que l'organisation du travail par l'association, et même par l'association égalitaire, n'est pas une utopie, et qu'elle est praticable, que nous avons déjà obtenu des résultats très-satisfaisants, après sept semaines d'existence seulement, et malgré tous les obstacles qu'il nous a fallu surmonter, malgré toutes les entraves qui nous ont été suscitées.

Nous comptons sur vous, pour obtenir l'insertion dans votre journal de l'extrait de notre inventaire que nous vous adressons.

Salut fraternel.

Vive la république démocratique et sociale!

EDMOND FROSSARD.

Association fraternelle des ouvriers tailleurs.
INVENTAIRE AU 21 MAI 1848 INCLUS.

Actif.

	FR.	C.
1 ^e Créance sur l'intendance de la garde mobile, pour solde.	30,156	»
2 ^e Créance sur la ville de Paris, pour la livraison de vêtements à la garde nationale sédentaire	31,760	»
3 ^e Tuniques et pantalons de la garde nationale en magasin.	9,934	»
4 ^e Tuniques et pantalons en mains, évalués pour la main-d'œuvre payée à	1,273	»
5 ^e Créance sur la ville de Paris pour l'indemnité allouée à l'association pour les vêtements d'officiers de la garde nationale.	1,860	»
6 ^e Créance sur le ministère de l'intérieur, pour confection de tuniques et pantalons pour la garde républicaine.	2,901	»
7 ^e Solde en caisse.	64	90
8 ^e Matériel estimé.	994	80
9 ^e Provisions et ustensiles de bureau.	100	»
10 ^e Charbon de terre, un lot, estimé	50	»
11 ^e Marchandises en magasin.	10,651	55
12 ^e Valeur des lisières et des déchets de drap et toile.	2,546	»
	92,291	25

Passif.

1 ^e Dû au ministère de l'intérieur pour solde des avances par lui faites à l'Association.	26,270	»
2 ^e A la ville de Paris pour avances.	3,724	»
3 ^e Aux maîtres tailleurs.	11,600	»
4 ^e Au caissier de la Société de la fraternelle.	1,900	»
5 ^e Indemnité pour la couture des boutons à divers bataillons de la garde mobile.	500	»
6 ^e Montant des factures à payer.	10,259	15
7 ^e Dû à divers, pour solde de compte des livrets et bons.	3,300	»
Actif net.	35,741	10
	92,291	25

Paris, 21 mai 1848.

L'agent et les délégués de l'Association,
EDMOND FROSSARD, LECLERQ, PH. BÉARD, CHALON.

CLUB DE LA RÉVOLUTION.

Séance du 25 Mai, SALLE DE LA REDOUTE

Le fauteuil de la présidence reste vacant.

LES CIT. LANDOLPHE, MAILLARD, HERVÉ, vice-présidents, et le cit. LANGLOIS, secrétaire, sont au bureau.

LE CIT. LANDOLPHE. Citoyens, la séance du Club de la Révolution est ouverte. Mais, avant de procéder à nos travaux habituels, je désire que l'assemblée décide si on admettra le public aujourd'hui (*Oui, oui; non, non.*) : il y a des dames qui attendent. Pour mon compte, je ne vois pas pourquoi notre séance ne serait pas publique; nous n'avons nul intérêt à nous cacher : le Club de la Révolution ne conspire pas ni n'a jamais conspiré. Vous devez comprendre quelle importance j'attache à ce que ce fait soit bien établi. Je vous propose donc de laisser au public libre accès dans les tribunes. (*Adopté.*)

LE CIT. LANDOLPHE. Vous avez à procéder à la

reconstitution de votre bureau. Nous vous proposons d'en augmenter les membres, afin qu'il soit toujours à même de fonctionner. Il est essentiel de joindre trois ou quatre Citoyens à votre secrétaire perpétuel Langlois, pour que tout ce qui se dit à la tribune soit recueilli exactement : les événements si fâcheux du 15 mai doivent vous en faire sentir la rigoureuse nécessité. (*Appuyé.*)

Nous croyons devoir vous rappeler que, sauf le secrétaire perpétuel, tout votre bureau doit être renouvelé. Toutefois, en raison de circonstances toutes spéciales, nous vous proposons de réélire à la présidence notre digne ami Barbès, dont aujourd'hui nous avons laissé le fauteuil vacant (*Oui, oui; bravo, bravo.*), et nous vous proposons de le laisser inoccupé jusqu'au jour où il nous sera permis de crier avec lui, et sous sa présidence : Vive la République démocratique et sociale ! (*Acclamation prolongée.*)

LE CIT. LANGLOIS. Nous avons à faire une autre exception, c'est de conserver comme vice-président, notre ami Raisan, séparé de nous par une arrestation préventive.... (*Appuyé.*)

LE CIT. LANDOLPHE. Nous allons procéder, d'après les précédents établis, à la nomination des vice-présidents et autres membres du bureau.

LES CIT. LAMIEUSSENS, SCHILMANN et BALLARD, ayant eu la majorité, sont proclamés vice-présidents.

LES CIT. DAMEL, DANGELIER, MILLIER et FRITZ sont nommés secrétaires.

LES CIT. KERSAUSIE, JOUY, FURET, COMPOING, BAUNE et SAVARY sont proclamés membres du bureau.

LE CIT. EUGÈNE LONGPIED est nommé trésorier-adjoint.

LE CIT. MILLIER. Je demande la parole. Je suis forcé de m'absenter; mais, comme je désire présenter à l'affiliation le Club Démocratique d'Autun, dont le vice-président, qui est ici, doit repartir demain, je vous prie de procéder à cette affiliation.

LE CIT. LANDOLPHE. L'assemblée en délibérera. Quant à présent, j'invite les nouveaux membres élus à venir nous remplacer au bureau.

Présidence du cit. SCHILMANN.

Après une discussion, à laquelle les Cit. RABUÂN et Numa DUFRAISSE ont pris part, le Club de la Révolution déclare admettre le Club Démocratique d'Autun à l'affiliation.

LE CIT. JOUY. Nous avons à nous occuper des élections prochaines. Il ne faut pas nous laisser battre, comme dans les élections qui nous ont donné l'Assemblée nationale actuelle. Il est indispensable que l'on s'entende pour n'avoir qu'une seule liste à présenter aux suffrages populaires, et, pour cela, je demande que tous les républicains vraiment démocrates, qui vont se mettre sur les rangs, s'engagent à se désister pour ceux d'entre eux qui, dans les élections préparatoires, auront réuni le plus de suffrages; sans quoi, je ne les crois pas dignes d'être honorés du titre de démocrates. (*Approbation.*)

LE CIT. LANGLOIS. Oui, Citoyens, nous avons à nous occuper des élections; il faut que tous les républicains se réunissent, malgré les nuances qui peuvent les séparer; c'est la République qui est en question: n'abandonnons pas la République aux républicains du lendemain.

LE CIT. MAILLARD. Je viens appuyer la proposition. Les jours sont comptés; ne gaspillons pas ce temps qui nous reste: unissons-nous à ceux qui comme nous veulent le triomphe de la République.

LE CIT. SÉDAILLES. Oui, il faut que nous votions tous, pour ceux qui donnent des garanties réelles à la démocratie, au socialisme. Aux élections dernières, les aristocrates ont voté comme un seul homme: faisons comme eux.

LE CIT. JOUY. Si, comme je le proposais, les démocrates, les socialistes, prennent l'engagement de se retirer devant les candidatures plus appuyées de leurs frères, et tiennent cet engagement, nous réussirons.

LE CIT. LANGLOIS. Expliquons nous. La révolution a déjà trois mois d'existence, et les partis se dessinent parfaitement; il y a lutte: d'un côté la République, de l'autre la Royauté; c'est évident: aveugle qui le nie. Si donc nous ne choisis-

sons pas dans notre propre parti, nous serons battus; or, notre parti, c'est avant tout la République; hé bien! le National est évidemment pour la République; je propose donc aux journaux de notre couleur, aux socialistes, de faire alliance avec le National: c'est de la politique, c'est de la bonne politique. Oublions nos querelles de famille, pour nous unir contre l'ennemi commun.

LE CIT. JOUY. Si nous n'avons pas réussi aux élections dernières, c'est que les corporations ont choisi pour délégués des citoyens ignorant les véritables doctrines sociales; c'est de là qu'est venu le défaut d'unité.

LE CIT. SÉDAILLES. Je viens m'opposer formellement à l'opinion émise par Langlois; pas de transaction, pas de fusion: il y a incompatibilité complète entre le National et la Réforme, et si la République est compromise, le National doit l'avoir sur la conscience. Il faut savoir attendre; hé bien! nous attendrons sous le couteau des réactionnaires. C'est rêver que penser à notre union avec les hommes du National.

LE CIT. SCHILMANN. Voici des faits:

D'après une moyenne des votes recueillis à l'Hôtel-de-Ville, il est constant que les corporations ont donné 35,000 voix;

les clubs, 18,000

et les socialistes, 25,000.

Basez-vous sur ces chiffres.

UN CITOYEN. C'est la République qui serait bientôt un rêve, si nous nous renfermions dans notre isolement. Non, non, à tout prix, il faut la sauver. Quant au National, nul ne peut contester qu'il ne fasse des progrès dans la voie du socialisme. Duclerc, qui vient de présenter un décret sur les chemins de fer, n'a-t-il pas fait acte de socialisme avancé, dans l'exposé de ses motifs? Alliance, alliance avec le National.

LE CIT. LANDOLPHE. Posons nettement la question. Il y a trois partis bien distincts: les républicains socialistes, les républicains purs ou politiques, et les royalistes. Ceux-ci, légitimistes et orléanistes, se liguient pour étrangler la démocratie, et si les bourgeois du National n'y prennent garde, leur tour viendra quand nous serons immolés, et la République disparaîtra. Il est urgent d'aviser. Ainsi donc, plus de cette manie d'exclusion, qui n'aboutit que contre nous! A quoi bon faire chapelle à part, et élever autel contre autel; c'est impolitique et maladroit. Liguons-nous pour sauver la République; l'union fait la force: vous le savez bien. Si nous manœuvrons en gens habiles, la République est sauvée, et l'avenir nous appartient.

En conséquence, Citoyens, pour repousser toutes les restaurations possibles: empire, royauté ou régence, votons pour des républicains non socialistes, plutôt que de laisser mettre en question l'existence de notre chère République.

Le parti dynastique, dont une partie a voté avec le National avant la triste échouée du 15, se séparera de lui: c'est certain. Après le revers que les hommes extrêmes ont fait essayer au parti démocratique, les coterie royalistes se sont relevées, et conspirent maintenant le rétablissement de ce que nous avons renversé: tendons donc une main amie aux républicains de toutes les nuances.

UN CITOYEN. Il n'y a qu'une seule voie de salut: c'est la bataille (*Rumeurs générales; cris: A l'ordre!*); ce n'est qu'avec nos fusils que nous sauverons la République. (*Clameurs. A l'ordre!*)

LE PRÉS. SCHILMANN. Je vous retire la parole: après les événements qui se sont passés, on pourrait croire que vous remplissez le rôle d'un agent provocateur.

Le Club décide ensuite que son bureau sera chargé de faire les démarches nécessaires auprès des divers journaux républicains et des différents clubs pour arriver à des résultats unitaires.

LE CIT. LONGPIED rappelle aux membres du club qu'ils ont à payer leur cotisation mensuelle, et les invite à le faire.

La séance est levée à 11 heures.

Le Rédacteur-Gérant, JACQUES DUPRE.

PARIS, Imp. SOUPE, passage du Ponceau, 16-20.